

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/133/Rev.1
13 novembre 2001

(01-5780)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

SIERRA LEONE

Déclaration de S.E. M. Osman Kamara
Ministre du commerce et de l'industrie

Révision

J'aimerais tout d'abord remercier nos hôtes, le gouvernement et le peuple du Qatar, pour leur chaleureux accueil, ainsi que M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, M. Harbinson, Président du Conseil général, et le Secrétariat de l'OMC pour leur dévouement et leur travail acharné. Au nom du gouvernement et du peuple sierra-léoniens, je souhaite la bienvenue au gouvernement chinois et aux autres nouveaux Membres de l'OMC. Nous espérons que l'accession de la Chine renforcera l'OMC et le système commercial multilatéral.

Avant de faire quelques brèves observations, j'aimerais appeler votre attention sur certaines des dures réalités du système commercial multilatéral actuel telles que les perçoit un autre PMA qui sort tout juste de dix ans d'une guerre d'usure meurtrière qui a fait des victimes dans tous les camps, a dévasté notre nation et a déshumanisé notre population.

Nous mettons actuellement en œuvre avec succès un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et nous avons déclaré la guerre à la pauvreté et aux privations.

Afin de consolider la paix et de stimuler le développement, nous devons remettre notre pays au travail et accroître la productivité.

La population des PMA (49 pays environ) s'élève à 600 millions de personnes environ. La plupart d'entre elles vivent dans le dénuement le plus total et endurent de grandes privations. Notre population souffre des terribles pandémies que sont le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, pour ne citer que celles-là.

Nous avons été frappés de plein fouet par la mondialisation et marginalisés dans le système commercial multilatéral. Notre part dans le commerce mondial était jusqu'à une date récente d'un dixième de 1 pour cent. Il est prévu que le commerce mondial augmente de moins de 2 pour cent au cours des deux prochaines années. Les événements du 11 septembre accentueront encore une tendance à la récession qui est déjà de plus en plus marquée.

Cela dit, en tant qu'acteur le plus vulnérable du système commercial multilatéral, et compte tenu des effets toujours plus pernicieux des pratiques commerciales déloyales et de la mondialisation sur nos économies faibles et fragiles, j'aimerais maintenant formuler les observations et recommandations suivantes:

Pendant le Cycle d'Uruguay, les pays développés ont déjà présenté des questions nouvelles.

- Droits de propriété intellectuelle
- Investissement
- Commerce des services, etc.

Certains de ces accords posent déjà des problèmes très graves et, par conséquent, des difficultés de mise en œuvre.

Malgré cela, les pays développés veulent introduire plusieurs questions non traditionnelles dans le nouveau cycle de négociations proposé, telles que l'investissement, la concurrence, les marchés publics, les normes du travail et les normes sociales, et l'environnement.

La mise en œuvre de ces nouvelles questions à l'heure actuelle affaiblira sensiblement notre position et empiétera sur notre souveraineté. Nos gouvernements auront de grandes difficultés à élaborer des politiques commerciales cohérentes.

Nous craignons que l'argument selon lequel l'introduction de ces nouvelles questions améliorera et stimulera le système commercial multilatéral soit un stratagème pour permettre aux grandes sociétés des pays développés d'entrer librement sur nos marchés (sans réciprocité) grâce au commerce, à l'investissement et à la participation aux marchés publics.

Nous craignons aussi que les questions relatives aux normes du travail et à l'environnement soient le prétexte à de nouvelles formes de protectionnisme. L'OMC a déjà de nombreux problèmes à régler.

Nous proposons que les pays développés s'engagent davantage à lutter contre la marginalisation des PMA afin de faire de cette Conférence ministérielle de Doha un succès.

La Sierra Leone appuie la proposition concernant un programme pour le développement, qui vise à donner la priorité aux besoins des PMA et des autres pays en développement.

La Déclaration de Doha doit réaffirmer l'importance des questions de développement et d'une action concrète en vue de régler les problèmes auxquels se heurtent les PMA dans le système commercial multilatéral.

Nous accueillons avec satisfaction l'idée d'une Déclaration ministérielle spéciale sur le VIH/SIDA, les pandémies et la santé publique du point de vue de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, laquelle jusqu'à maintenant semble indiquer qu'il y a deux poids deux mesures.

La question des droits de douane applicables aux produits industriels en rapport avec le Cycle d'Uruguay posera de graves problèmes aux PMA. Cela impliquera de réduire les droits sur les produits fabriqués localement. Étant donné que les droits dans ce secteur sont généralement plus faibles dans les pays développés, une nouvelle série de réductions tarifaires obligerait les pays en développement à contracter de nouveaux engagements.

Ces dernières années, nous pâtissons d'une désindustrialisation, les industries et entreprises locales fermant leurs portes car elles ne sont plus compétitives par rapport aux marchandises importées. Vous pouvez imaginer les dégâts que cela provoque dans notre pays alors même que nous essayons de créer des emplois et de remettre les gens au travail.

Pour conclure, nous aimerions exhorter les pays développés à améliorer et faciliter notre participation aux travaux de l'OMC grâce à un accroissement de l'assistance technique et à un renforcement de nos capacités techniques.

J'espère que cette quatrième Conférence ministérielle sera un grand succès.
